

Ressources côtières en danger



Dans son désir d'atteindre une croissance économique, le pays a vécu d'énormes changements au cours des 40 dernières années. Les principaux défis auxquels est confronté actuellement le pays sont la rapide dégradation des ressources marines et côtières et les diverses conséquences de l'urbanisation et du développement de l'industrie et du tourisme. On est en train d'appliquer des modèles de développement non durable qui représentent une énorme pression sur les ressources marines et côtières. En même temps, les politiques et les cadres législatifs, institutionnels et opérationnels ne fournissent pas de soutien aux communautés locales pour que celles-ci puissent faire valoir leurs droits constitutionnels.

Sustainable Development Foundation (SDF)
(Fondation pour le développement durable)
Social Agenda Working Group
Jonathan Shott

Les vies et le soutien de quelque 13 millions de thaïlandais dépendent directement de l'exploitation des ressources marines et côtières. Les eaux de la Thaïlande couvrent une superficie d'environ 350.000 km² et le pays dispose de quelque 35.000 km² de zones côtières¹. Les habitats et les ressources naturelles importantes incluent des forêts longeant les rivages, des fonds sous-marins, des minéraux, des minerais métalliques, du pétrole et du gaz naturel. On estime que le pays compte aussi 12.000 km² de récifs coralliens ayant une biodiversité d'au moins 240 espèces différentes et 1.964 km² de mangroves ayant 35 espèces différentes².

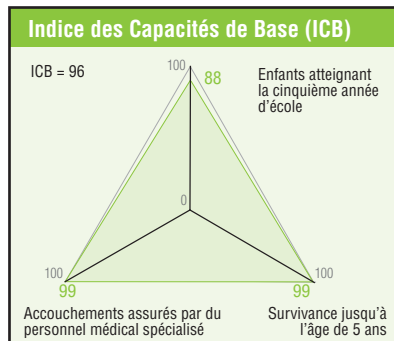
Les principales industries dépendent des ressources marines et côtières incluent la pêche de capture, l'aquaculture, le tourisme, le transport de produits et de marchandises, l'industrie lourde et la production d'énergie électrique. On estime que la Thaïlande obtient tous les deux ans environ 7,5 milliards (près de 250 millions d'USD) de bénéfices de leurs ressources marines et côtières³.

Les eaux côtières de la Thaïlande ont toujours été riches et productives ; elles ont une grande biodiversité et des populations nombreuses et en bonne santé. Cette abondance de ressources a contribué au développement d'un secteur de la pêche qui est fort. La pêche de capture de même que l'aquaculture sont importantes pour l'économie du pays : en 2003 la Thaïlande a représenté 3 % de la capture de pêche totale et presque 2 % du total de la production aquicole de la planète, le premier secteur étant estimé à plus de 120 milliards de THB (environ 4 milliards d'USD).

Pêcheurs à petite échelle

La constitution de la Thaïlande de 2007 consacre les droits de participation des communautés locales ou traditionnelles pour préserver, prendre soin, gérer

1 Thailand Reform Office, *Reforming the Structure of Marine and Coastal Resource Management*, (Bangkok : mars 2011), pages. 1-2.
2 Ibid, p. 1
3 C. Cheung, et al. (comp.), *Marine Protected Areas in Southeast Asia* (Los Baños, Filipinas: ASEAN Regional Center for Biodiversity Conservation – Department of Environment and Natural Resources, 2002), p. 86.



et utiliser de manière équilibrée et durable les ressources naturelles et de l'environnement. Cependant, la mise en œuvre et l'exécution effectuées par les organismes du gouvernement au niveau local concernant le progrès, le soutien et l'approvisionnement des communautés locales pour qu'elles exercent leurs droits constitutionnels, n'aboutissent pas en général aux résultats escomptés ; dans de nombreux cas les approches de ces organismes sont contradictoires par rapport à ces droits.

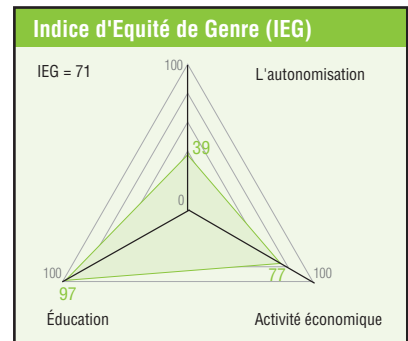
C'est le cas, par exemple, pour les pêcheurs à petite échelle. Plus de 60.000 ménages vivant dans 4.000 petits villages de pêcheurs, dont 93 % sont des pêcheurs à petite échelle qui représentent environ 9 % de la capture annuelle du pays⁴. Ils utilisent des bateaux et du matériel de pêche traditionnels, fabriqués à la main, qui les obligent à pêcher à une distance ne dépassant pas 3 à 5 km du rivage. Cela les rend spécialement vulnérables aux changements locaux en ce qui concerne l'état des ressources marines et côtières⁵.

Défis pour la durabilité

Les populations d'animaux marins existantes dans les eaux du pays ont été dégradées car la pêche excède la capacité de charge de la mer. Le Golfe de

4 M. Unkulvasapaul, et al., *Thailand Environment Monitor 2006: Marine and Coastal Resources* (Washington, DC: International Bank for Reconstruction and Development, 2007), pages. 8-10.

5 R. Prasertcharoensuk et J. Shott, *Samudra Monograph: Time for a Sea Change – A Study of the Effectiveness of Biodiversity Conservation Measures and Marine Protected Areas Along Southern Thailand's Andaman Sea Coastline*, (Chennai, India: International Collective in Support of Fishworkers, 2010), <www.icsf.net/icsf2006/uploads/publications/monograph/pdf/english/issue_110/ALL.pdf>.



Thaïlande a été spécialement touché par ce phénomène et depuis 1972 le pays a dépassé la capture maximale durable par an (1,4 million de tonnes)⁶. D'autres défis incluent la non-éradication de l'utilisation de filets dérivants, l'absence de contrôle pour l'utilisation des chaluts, les subventions aux combustibles et la main d'œuvre à bas prix des migrants qui permettent au secteur de la pêche commerciale de maintenir des coûts artificiellement bas.

L'aquaculture a touché aussi dans une grande mesure l'état des ressources marines et côtières. Le Département des Ressources marines et côtières signale que presque 74 640 hectares de forêts de mangrove ont été utilisées pour l'aquaculture, en particulier dans des fermes à crevettes⁷.

Dans la province de Trang (sur la côte de la mer d'Andaman) les gros bateaux destinés à la pêche commerciale qui utilisent du matériel de pêche destructeur comme les filets dérivants et des chaluts qui ont ravagé les ressources marines locales réduisant considérablement les populations de poissons, en un laps de temps très court, et qui ont nui ou détruit les écosystèmes marins d'une valeur incalculable tels que les récifs coralliens et les fonds sous-marins. On a découvert que quelques grands navires commerciaux opéraient dans la zone côtière des 3 milles, réservée en particulier pour la pêche à petite échelle, et même dans les zones marines protégées.

Dans la province de Nakorn Sri Thammarat sur la côte du Golfe de Thaïlande, le dragage illégal pour la pêche de la palourde blanche a provoqué une dégradation rapide du milieu marin⁸. Ceux qui

6 Ibid.
7 Ibid.
8 Ibid.

pratiquent le dragage illégal travaillent habituellement pendant la période des moussons, quand les pêcheurs à petite échelle ne peuvent pas sortir en mer, et ils draguent du matériel du fond sous-marin jusqu'à une profondeur d'un mètre ou plus. Une zone qui est draguée de cette manière peut tarder de cinq à six ans pour récupérer son état d'abondance antérieur. Par ailleurs, le dragage illégal peut endommager et détruire le matériel de pêche des pêcheurs locaux⁹.

Lorsque les ressources marines et côtières se dégradent, la pêche à petite échelle souffre normalement plus que la pêche commerciale. Contrairement aux pêcheurs commerciaux, les pêcheurs à petite échelle ne peuvent pas s'aventurer dans les eaux profondes loin de la côte. S'il est vrai qu'en théorie ils auraient le choix d'aller tous les jours dans des zones proches du rivage où les ressources sont moins dégradées, dans la pratique leurs revenus sont si faibles que le coût du carburant supplémentaire mettrait en danger leur propre subsistance.

Urbanisation, développement industriel et tourisme

L'urbanisation, l'industrialisation et le développement du tourisme, ont transformé les provinces côtières de la Thaïlande ce qui s'est répercuté négativement sur les ressources marines et côtières ainsi que sur les moyens de subsistance des pêcheurs à petite échelle. La demande et la concurrence pour la terre est de plus en plus grande et certaines terres et eaux côtières ont été privatisées, limitant l'accès à la mer. En outre, les changements environnementaux et la pollution ont eu une influence sur la disponibilité et l'état des ressources marines et côtières et ont aggravé des problèmes comme celui de l'érosion de la côte.

Les petites communautés de pêcheurs doivent se placer nécessairement près de la côte car ils amarrent leurs bateaux sur des plages sablonneuses ou dans les anses. Même les projets relativement petits qui concernent la navigation dans les eaux adjacentes à la côte tels que la construction de ports sportifs privés, peuvent avoir un impact énorme en raison de l'achat de carburant supplémentaire – et par conséquent la dépense additionnelle – nécessaire pour naviguer de l'autre côté de ces structures.

Les mangroves se sont vues menacées par les bidonvilles et par l'industrie ; leur bois a d'ailleurs différentes destinations : brûlis, charbon végétal, mobilier et constructions. Les (presque) 10 400 hectares de fonds sous-marins thaïlandais ont été endommagés par les sédiments résultant des constructions sur la côte, du déboisement et de l'agriculture, du déversement d'eaux usées et de l'utilisation de matériel de pêche illégal tel que les filets dérivants. La forte

érosion côtière provoque chaque année en Thaïlande la perte de 3 km² de terre qui borde la mer, une perte évaluée à 6 milliards de THB (environ 200 millions d'USD). L'érosion côtière se doit à une combinaison d'éléments naturels et humains de sédiments mais le développement côtier comporte des activités qui altèrent l'accumulation naturelle de sédiments telles que : la construction de barrages, l'extraction de sable et le dragage de canaux profonds permettant de faciliter le transport maritime¹⁰.

Le Plan de Développement du littoral sud a désigné les zones côtières du pays pour le développement de systèmes de transport public et l'industrie lourde. Il y a 37 projets programmés dont les ports d'eaux profondes, les plateformes pétrolières, les entrepôts de carburants, les tuyauteries de carburants, l'industrie lourde et les centrales électriques. Le plan a mis en valeur le développement de l'industrie lourde sans tenir compte de formes alternatives de développement qui pourraient être plus adéquates pour les circonstances socioéconomiques et l'écologie culturelle des zones choisies dont les économies sont basées sur la pêche, l'agriculture, le tourisme, l'éducation et l'industrie légère¹¹.

La Thaïlande a eu de nombreux exemples de développements techniques inefficaces et non durables et aussi des activités touristiques qui touchent directement les ressources marines et côtières telles que les « randonnées sur le corail » qui supposent de marcher en s'appuyant sur les récifs coralliens. Cependant, pour de nombreuses communautés de petits pêcheurs qui vivent dans les principales zones touristiques du pays, les problèmes et les conflits concernant la terre et les droits sur la terre représentent un souci majeur. Des conflits ont surgi entre les communautés locales et les opérateurs touristiques qui ont bénéficié de titres de propriété sur ces terres ou bien qui ont envahi des terres sans avoir aucun droit de propriété sur elles, dans des zones qui se joignent des forêts restreintes ou les mangroves des communautés, des bidonvilles ou des voies publiques¹².

La réalité socio-économique changeante, à l'échelle planétaire, au niveau national et au niveau local, fait de plus en plus pression sur les ressources marines et côtières limitées. Dans son désir d'atteindre la croissance économique au niveau national, la Thaïlande a subi d'énormes changements au cours des 40 dernières années et au niveau local, les attentes concernant les standards et qualités de vie transforment les moyens d'existence dans une perspective plutôt centrée sur les revenus monétaires. Malgré les grands progrès obtenus, généralement sur le plan des politiques mises en place¹³, les pêcheurs à petite échelle n'ont pas encore une identité formellement reconnue dans le cadre politique et législatif, ce qui veut dire qu'on omet souvent

d'identifier et d'aborder les problèmes qui touchent leurs moyens de vie et leur bien-être.

Nouvelles politiques, toujours les mêmes pratiques

Il y a un clivage important entre les politiques et la législation au niveau national et son application au niveau local. Des changements prometteurs en ce qui concerne l'orientation des politiques¹⁴ ne suffisent pas à produire des changements tangibles, généralisés et durables au niveau local en raison de la résistance manifestée par la législation, la bureaucratie et l'administration. Il y a également un manque de coordination, de coopération et d'intégration entre les diverses organisations et organismes liés directement ou indirectement à la gestion des ressources marines et côtières, entraînant de ce fait une mise en œuvre et un système opérationnel au niveau local inefficaces et sans cohérence sinon contradictoires et contre-productifs. Ce manque de cohérence entre les approches et les pratiques des différentes organisations et organismes met en relief le besoin de rationaliser le cadre législatif complexe et applicable à la gestion des ressources naturelles et de l'environnement.

Dans de nombreux cas la législation permettant de refléter les changements positifs des politiques au niveau national n'a pas été mise à jour. Dans d'autres cas la législation existante, qui pourrait être bénéfique pour les ressources marines et côtières et aussi pour les pêcheurs à petite échelle ne fournit pas les avantages escomptés soit parce qu'elle est mal appliquée, et donc les individus peuvent ignorer la loi, soit parce qu'elle est arbitraire et différents paramètres sont appliqués dans différentes circonstances. Les lacunes légales, qui permettent aux contrevenants d'éviter la poursuite judiciaire, les peines trop légères pour dissuader et les ressources insuffisantes ou les barrières administratives qui empêchent la surveillance systématique et complète : voilà quelques-uns des problèmes concrets¹⁵.

Conclusion

Les pratiques de développement non durables ont un impact négatif sur les ressources marines et côtières et les moyens d'existence des pêcheurs à petite échelle. Si la réalité socio-économique toujours changeante, à l'échelle planétaire, au niveau national et local, fait de plus en plus pression sur les ressources marines et côtières limitées, la responsabilité en revient à d'autres problèmes sous-jacents. Ceux-ci sont liés aux responsables politiques, législatifs, institutionnels et opérationnels qui ne fournissent pas de soutien aux communautés locales pour que celles-ci puissent exercer leurs droits constitutionnels. Ces responsables ne contrôlent ni ne répriment les pratiques illégales, inadéquates et non durables. ■

9 S. Jitpiromsri et la Sustainable Development Foundation, *Strengthening the Capacity of Vulnerable Coastal Communities to Address the Risks of Climate Change and Extreme Weather Events: Community Study Report*, (document de référence pour le développement du projet Global Environment Facility / Special Climate Change Fund, Prince of Songkhla University, campus de Pattani), 2009, p.16.

10 Thailand Reform Office, op. cit., pages. 3-4.

11 Ibid, p. 6.

12 Ibid, pp. 5-6.

13 Par exemple la politique pour contrôler le nombre de navires de pêche. Voir : <www.fao.org/DOCREP/005/AC790E/AC790E02.htm>.

14 Pour voir les changements des politiques en matière de santé : <www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/12595131>; ou des politiques monétaires, voir, Subhanji, Tientip, *Household sector and monetary policy implications: Thailand's recent experience*, (Economic Research Department, Bank of Thailand, 2010), <ideas.repec.org/p/bth/wpaper/2009-06.html>.

15 Prasertcharoensuk et Shott, op. cit.